

Urgence, droits et libertés au cœur des dynamiques de mobilisation

Les mobilisations populaires des 4 et 7 septembre dernier ont préfiguré une rentrée inquiète, mais combative et déterminée. Leur complémentarité et leur dynamique signent une nouvelle phase de la vie politique française. La LDH, qui a participé à cette maturation, ambitionne de la pousser à son terme.

Pierre TARTAKOWSKY, vice-président de la Ligue des droits de l'Homme

AU SOMMAIRE

► **Urgence, droits et libertés au cœur des dynamiques de mobilisation**

Pierre Tartakowsky 10

► **Une nécessaire police de proximité**

Jean-Pierre Havrin 12

► **Salariés sans papiers: du rôle de la grève**

Emmanuel Terray 15

► **La casse organisée des services publics**

Gérard Aschieri 18

► **Réforme des retraites: les avens possibles**

Michel Savy 21

► **Fusillés de 14-18: pour une vraie réhabilitation**

Gilles Manceron 24

Un peu de réflexion rétrospective n'est jamais inutile. Lorsque la LDH lance sa campagne «Urgence pour les libertés, urgence pour les droits», elle le fait sur la base d'un constat: pour la première fois depuis des décennies, l'opinion publique française manifeste un refus collectif des politiques de la peur. Ce refus se traduit de façon spectaculaire contre le fichier Edvige, de façon plus discrète mais pas moins déterminée contre la mise au pas de la psy. Les réactions prennent alors souvent la forme de collectifs ad hoc, qui permettent une expression de l'expertise partagée des professionnels, mais qui éprouvent corrélativement les plus grandes difficultés à articuler leur champ d'expertise à celui d'un intérêt général qui semble, lui, n'être porté par personne. Cette limite est pour beaucoup dans les espoirs qui se cristalliseront par exemple autour de l'«Appel des appels», dont l'intitulé laisse à entendre qu'il y a eu rencontre, voire fusion entre les diverses expressions de refus et de «résistance». De fait, il n'en est rien. Durant cette période, la LDH partage l'idée que pour atteindre un niveau de masse critique pouvant peser sur les

décisions publiques, il faut effectivement rassembler; mais «faire sens» plutôt que «faire somme», en articulant mieux les préoccupations sectorielles et l'intérêt général, les dimensions de libertés à celles des droits sociaux. La LDH commence alors à penser «campagne», dont le rôle serait tout à la fois de fournir un cadre général de mobilisation aux sections, de cristalliser les évolutions dans l'opinion publique, d'articuler libertés et droits sociaux. La LDH aura-t-elle les moyens de faire face à un agenda complexe? Chacun mesure bien que la perspective de la présidentielle va fonctionner comme un accélérateur. Accélérateur pour le gouvernement, dont tout indique avant les congés d'été qu'il va amplifier les dimensions les plus sécuritaires et les plus agressives de son discours. Les reconduites à la frontière se multiplient, la politique du chiffre, critiquée de toutes parts, est maintenue, et le dossier des retraites s'annonce comme un facteur de grande inquiétude sociale.

La campagne «Urgence...» de la LDH vise à mettre en avant des mesures concrètes, immédiatement réalisables, dans les différents domaines qui fondent le vivre ensemble: la démocratie,

les droits des étrangers, les droits sociaux. La tenue des réunions publiques permet de valider son contenu, rarement remis en cause, que ce soit par des citoyens ou des associations; elle vérifie surtout une attente forte vis-à-vis de la LDH. Mais elle fait également toucher du doigt la persistance de questionnement sur la nature de l'objet à combattre. Sommes-nous confrontés à une stratégie gouvernementale ou à une série d'excès, largement dus aux personnalités qui sont à la manœuvre?

Un «Pacte pour les droits et la citoyenneté»

Pour la LDH, il n'y a aucune hésitation sur la dimension stratégique des choix gouvernementaux. La question centrale qui reste posée est de savoir comment développer des mobilisations qui ne soient pas à l'image de la fragmentation sociale et structurée par elle, mais plutôt par un «projet», au sens d'ensemble de valeurs à faire vivre concrètement. La LDH lance alors un «Appel citoyen», dans lequel elle réhabilite la démocratie et souligne l'urgence à agir ensemble: «Rien n'oblige à ce que le destin de tous ne soit



La démarche entreprise par la LDH de réunir largement pour proposer une manifestation unitaire à la date anniversaire de la fondation de la République par Gambetta a été largement facilitée par le travail engagé lors de la campagne « Urgence... ».

plus que l'affaire d'un seul, que la politique ne soit plus que mise en scène, que la citoyenneté se réduise à des protestations éphémères. » Elle appelle tous les citoyens à se saisir de ses propositions phares, propose à tous ses partenaires, acteurs de la société civile, d'en discuter et, à partir des attentes et des demandes, de bâtir un « Pacte pour les droits et pour la citoyenneté ». La perspective est d'affirmer le poids de la société civile dans la campagne présidentielle, dont tout indique que le gouvernement entend la lancer vite et fort.

Le discours que Nicolas Sarkozy prononce à Grenoble confirme cette vision. En échec sur ses promesses sociales (le fameux « gagner plus »), sur ses promesses économiques (« la croissance, j'irai la chercher avec les dents »), en délicatesse avec les élus locaux du fait d'une réforme des collectivités locales fort impopulaire, plutôt piteux sur le plan diplomatique, le Président apparaît en panne. L'affaire Bettencourt-Woerth vient alors ajouter cette touche délétère qui, souvent, exprime les grandes crises politiques, voire les fins de règne.

Pour reprendre la main, le Président choisit de relancer les thèmes qui lui ont permis, durant la campagne, de « plumer la volaille FN ». En associant délibérément délinquance et immigration, en amalgamant joyeusement Roumains, Roms, Gens du voyage, en stigmatisant les « grosses Mercédès », le gouverne-

ment pointe du doigt une catégorie – supposée – de gens dont il affirme, dans un mélange effroyable de mépris et de confusion, qu'ils ne sont « pas français ». Dans la foulée, il brandit l'arme de la déchéance de la nationalité pour les assassins de fonctionnaires de police. Ce mélange de thèmes démagogiques ne tarde pas à délivrer les monstres qu'il porte en lui, que le débat sur la nationalité n'avait pu enfanter. L'ineffable ministre de l'Intérieur propose immédiatement la déchéance nationale pour crime de polygamie, défend l'idée d'un « présumé coupable », tandis que son ineffable collègue de l'Industrie se fend d'un : « Voyou ou français, il faut choisir. » L'ampleur des réactions – nous sommes alors en pleines vacances d'été – est à la hauteur du défi porté aux principes fondamentaux de la République.

La convergence des mobilisations

La démarche entreprise par la LDH de réunir largement pour proposer une manifestation unitaire le 4 septembre, date anniversaire de la fondation de la République par Gambetta, s'inscrit dans ce qui la fonde historiquement. Mais elle est largement facilitée par le travail engagé lors de la campagne « Urgence », et par le contenu même de l'Appel citoyen. Car la tentation sécuritaire, le lien entre dimension sociale et dimension démocratique, le « discours

Il est possible que les manifestations des 4 et 7 septembre, de par leur proximité dans le temps et leur complémentarité de fond, amorcent une nouvelle phase des mobilisations, moins fragmentées, plus convergentes. C'est dire que les conditions existent pour une écoute attentive du projet lancé par la LDH de son projet de Pacte citoyen.

de Grenoble » en administre a contrario le bien-fondé. Cela se vérifie par l'acceptation, par tous, de la date du 4, sachant que trois jours plus tard, les organisations syndicales appellent de façon unitaire à manifester pour mettre en échec le projet de réforme gouvernemental des retraites. Le danger de la dynamique politique enclenchée n'échappe pas aux organisations syndicales. Réciproquement, la LDH a inscrit au cœur de sa campagne propositions sociales et économiques. C'est dire qu'on est loin d'une configuration « gauche morale » d'un côté et « gauche sociale » de l'autre.

Il est donc possible que les manifestations des 4 et 7 septembre, de par leur proximité dans le temps et leur complémentarité de fond, amorcent une nouvelle phase des mobilisations, moins fragmentées, plus convergentes. C'est dire que les conditions existent pour une écoute attentive du projet lancé par la LDH de son projet de Pacte citoyen. C'est dire également qu'il convient de « proposer la LDH » autour de soi, en utilisant des mots simples et forts, en proposant de la rejoindre. A ce prix, en s'ouvrant largement à des milliers de citoyennes et de citoyens qui veulent jouer leur rôle, le Pacte proposé par la LDH peut devenir une référence centrale dans le débat politique ; il peut s'enrichir et, à son tour, féconder le débat public, cristalliser un pôle de propositions fort et pérenne. ●